



# RAPPORT SEMESTRIEL 2019



## TABLE DES MATIÈRES

À propos	3
Rapport semestriel 2019 du Projet GI WACAF	4
Calendrier des activités 2019	5
<hr/>	
<b>Aperçu de 2019</b>	
Activités du Projet GI WACAF	5
Retour sur l'atelier sous-régional sur la ratification et l'application des conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation, Côte d'Ivoire	8
External meetings and conferences	11
Cooperation with international stakeholders	12
<hr/>	
Activités à venir en 2019	14
GI WACAF communication	14

## À PROPOS

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IIPECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les capacités de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les

aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ses activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ses activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et sept compagnies pétrolières membres de l'IIPECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside.



Plus d'informations sont disponibles sur le [site web du Projet](#).



## RAPPORT SEMESTRIEL 2019 DU PROJET GI WACAF

L'année 2019 marque le deuxième temps de l'exercice biennal 2018-2019. Le Secrétariat a continué à mettre en place le plan stratégique rédigé consécutivement à la conférence régionale du GI WACAF de 2017. Une revue de l'année 2018 figure dans le [Rapport annuel de 2018](#).

La première activité de l'année fut un atelier sous-régional qui a été suivi par plusieurs autres ateliers et exercices nationaux. Cet atelier sous-régional, auquel ont participé six pays francophones des sous-régions d'Afrique occidentale et centrale, s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), en mars, pour discuter de l'intégration des conventions de l'OMI dans le droit national. C'était la première fois que le Projet organisait ce type d'atelier. Il s'agit d'une étape essentielle afin de s'assurer que les conventions sont bien appliquées et respectées. Pour cette première expérience, le Projet GI WACAF a collaboré avec la Division du milieu marin et le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'OMI ainsi qu'avec les FIPOL.

En parallèle, le Projet a participé à des initiatives externes consacrées à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures en Afrique

et aux États-Unis. L'équipe du Projet a donc pu mettre en avant l'approche efficace et durable du Projet GI WACAF en matière de soutien aux efforts en matière de préparation et de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures, et elle a pu présenter les bonnes pratiques reconnues à l'échelon international dans ce domaine, que le Projet GI WACAF s'efforce de promouvoir dans la région. Ces efforts ont culminé avec la collaboration inédite avec le Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée (GoGIN), en vue de mettre en place une formation nationale suivie d'un exercice au Bénin en juin.

Enfin, le Secrétariat continue d'améliorer le site internet et les outils de communication du Projet. Une nouvelle brochure mise à jour a été publiée.

 **La brochure est disponible en anglais sur le [site web du Projet](#).**



Le rapport annuel 2018 est disponible en **anglais** et en **français** sur le [site Web du projet](#).

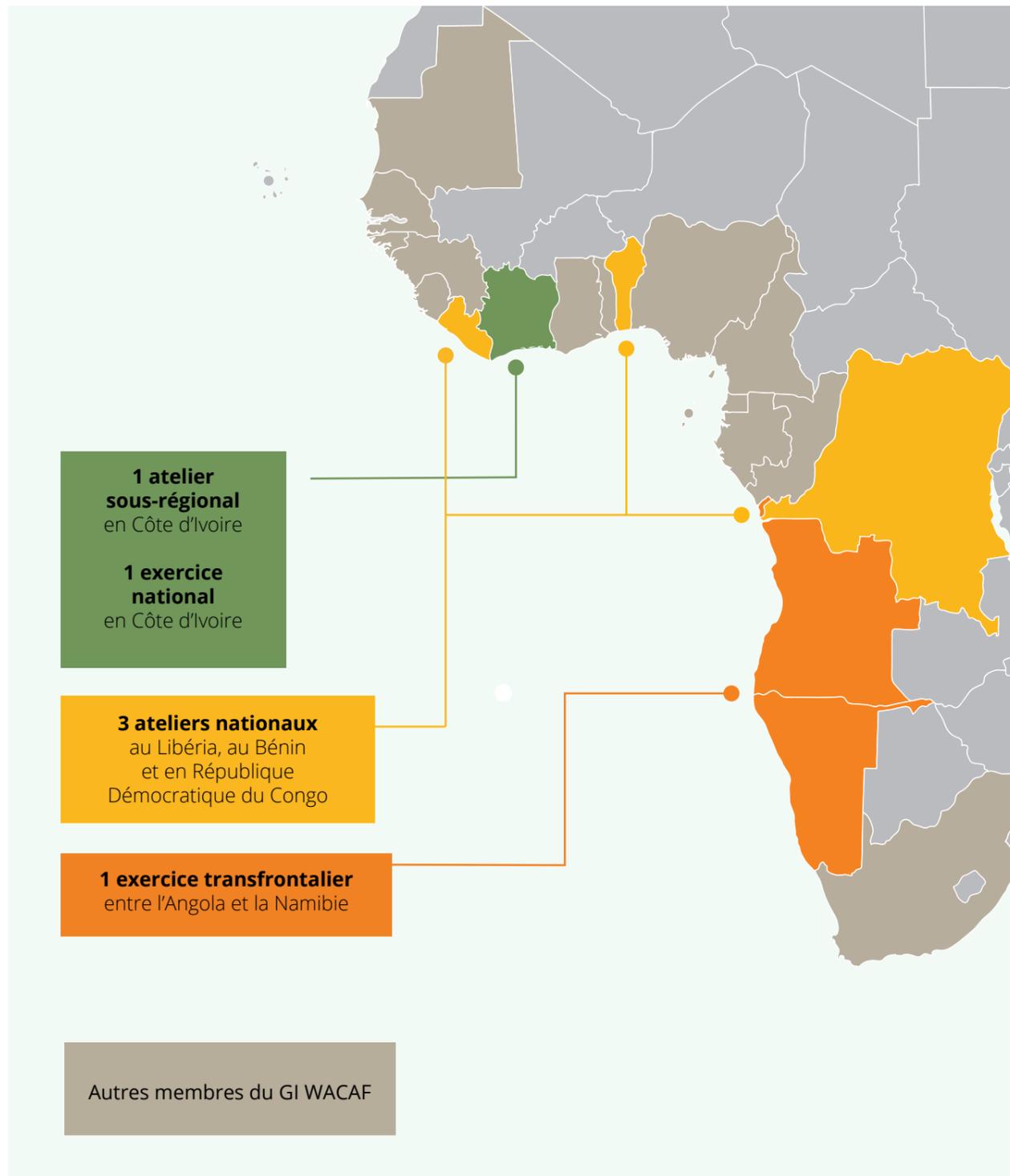
## CALENDRIER 2019

Mars		<b>Côte d'Ivoire</b>	Atelier sous-régional relatif à l'application des conventions en Côte d'Ivoire
Mars		<b>Sénégal</b>	Comité consultatif du projet GoGIN
Mars		<b>Etats-Unis</b>	Semaine de l'IPIECA
Avril – Mai		<b>Liberia</b>	Atelier national sur le système de gestion de crise dit 'IMS 300'
Juin		<b>Côte d'Ivoire</b>	Exercice national pour tester le PINU
Juin – Juillet		<b>Bénin</b>	Formation et exercice national conjoint avec GoGIN
Juillet		<b>République Démocratique du Congo</b>	Atelier national sur la planification d'urgence et la mise à jour du PNIU
Août		<b>Namibia/Angola</b>	Formation et exercice transfrontalier sur les déversements d'hydrocarbures entre l'A Namibe et l'Angola

-  ENGAGEMENT EXTERNE
-  ACTIVITÉ CONJOINTE
-  ACTIVITÉS DANS LA RÉGION

## ACTIVITÉS DU PROJET GI WACAF

Au total, 7 activités ont à ce jour été organisées en 2019 dans 6 pays:



### MARS, CÔTE D'IVOIRE

#### Atelier sous-régional sur la ratification et l'application des conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation

Cet atelier portait principalement sur la transposition et l'application efficace de plusieurs conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation. Il a rassemblé des représentants de six pays francophones. Outre le personnel technique habituel, des spécialistes des aspects juridiques provenant de différentes administrations ont aussi participé. Cet atelier s'est révélé très utile pour améliorer leurs connaissances des instruments de l'OMI et leur a permis d'utiliser ces connaissances lors de la mise au point de législations nationales. Il a également porté sur l'importance qu'il y avait à refléter dans la législation nationale les amendements aux instruments de l'OMI adoptés,

ainsi que sur le rôle central des autorités judiciaires en vue de faire respecter les instruments de l'OMI.

Les participants ont identifié les causes sous-jacentes qui constituaient des obstacles à la mise en œuvre et au respect effectif des différentes conventions de l'OMI, et ils ont mis au point un plan d'action assorti de recommandations.

 Ce plan d'action figure en annexe au rapport d'activité complet.



### AVRIL, LIBÉRIA

#### Atelier national de formation sur le système de gestion de crise intitulé "Incident Management System 300" (IMS 300)

Cette activité a rassemblé les parties prenantes qui sont joués un rôle essentiel lors de l'élaboration du Plan national d'intervention d'urgence, ainsi que des représentants du gouvernement, d'organismes publics, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de l'industrie, auxquels il pourrait être fait appel en vue de constituer une équipe de gestion des incidents en cas de catastrophe dans les eaux libériennes. L'objectif du cours sur l'IMS 300 était de présenter aux participants un système qui permette de gérer efficacement un déversement d'hydrocarbures imprévu qui empire rapidement. Il portait principalement sur la manière dont la fonction de « commandement et de gestion » appuie la gestion d'événements qui gagnent rapidement en importance, ainsi que sur la mise en place du processus de gestion de crise appliquée à un exercice sur tablesimulant situation de crise.

Ce cours était surtout théorique mais comportait également des sessions et des exercices interactifs afin de faciliter le processus d'apprentissage. La diversité des activités a permis le dialogue, la discussion, l'enthousiasme et le partage de connaissance au sein du groupe.



## JUIN, CÔTE D'IVOIRE

### Exercice national visant à tester le PNIU

Depuis plusieurs années, le ministère de l'Environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire organise un exercice annuel pour tester ce Plan et s'assurer qu'il est à jour. En 2019, le scénario consistait en un événement de pollution par les hydrocarbures causé par l'abordage entre un pétrolier et un porte-conteneur au large de San Pedro. Cet exercice a été préparé et dirigé par le Centre ivoirien antipollution (CIAPOL).

Au cours de cet exercice, l'organisation au niveau national s'est tenue en dehors d'Abidjan, dans une municipalité côtière, afin d'évaluer la possible articulation entre la Cellule de crise nationale du Plan POLLUMAR (qui est le nom du PNIU) et l'organisation du Plan ORSEC régional.

À la demande du CIAPOL, le Projet GI WACAF a dépêché une équipe d'observateurs chargés d'évaluer l'exercice et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la préparation du pays.



*Ces recommandations seront incorporées au rapport complet, qui sera bientôt disponible sur le [site Web du Projet GI WACAF](#).*

## JUIN, BÉNIN

### Formation et exercice conjoints à l'échelle nationale avec le GoGIN

Cette formation de trois jours était le premier événement organisé conjointement par le Projet GI WACAF et le Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée (voir ci-après). Elle avait pour objectif d'appuyer la mise à jour du Plan national d'intervention d'urgence (PNIU) du Bénin, menée en ce moment, et d'organiser un exercice de simulation relatif à la gestion d'un incident de rejet illégitime d'hydrocarbures en mer, prévu la semaine suivante. Il a notamment été question des sujets suivants: informations générales relatives à la pollution des mers par les hydrocarbures; organisation et gestion des opérations de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures; techniques de lutte en mer et à terre; observation aérienne et

caractérisation des déversements d'hydrocarbures en mer; identification, collecte et conservation de preuves et d'échantillons; et régime international d'indemnisation en cas de déversement accidentel.

À la suite d'exposés et d'échanges de vues au sein du groupe, un certain nombre de recommandations ont été formulées concernant l'élaboration en cours du PNIU et la mise en place des dispositions des conventions relatives à la responsabilité et à l'indemnisation, ainsi que la mise au point de dispositifs de contrôle des rejets illégitimes en mer. Grâce à GoGIN, quatre représentants togolais ont pu participer à cette formation.

## JUILLET, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

### Atelier national sur la planification d'urgence

L'objectif global de cet atelier était de réviser et mettre à jour le plan national d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbure en mer, intitulé "Plan POLMARC" au niveau national. En vue d'y parvenir de manière efficace, des objectifs précis ont été établis : d'abord former les autorités nationales à la gestion et aux stratégies en matière d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures ; puis réaliser un exercice sur table afin de réviser et de tester le Plan POLMARC de la RDC ; enfin, à la suite de cet exercice, débattre et convenir de recommandations visant à améliorer le Plan POLMARC. La participation active et l'expertise

de tous les représentants ont été grandement appréciées et ont été essentielles à la réussite de cet atelier.



## AOÛT, ANGOLA/NAMIBIE

### Formation et exercice transfrontières concernant l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures

Le GI WACAF a organisé, conjointement avec les autorités nationales chargées de la préparation et de l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures de l'Angola (Ministério dos Recursos Minerais e Petróleos) et de la Namibie (Ministry of Works and Transport), une formation de deux jours, suivie d'un exercice sur table transfrontalier entre les deux pays. Ils se sont tenus simultanément à Luanda et à Walvis Bay afin de tester les

communications entre l'Angola et la Namibie, les PNIU respectifs en cas de déversement d'hydrocarbures transfrontalier et les dispositifs de coopération dans la sous-région. Grâce à la participation de la [Commission du courant de Benguela](#) (Benguela current commission - BCC), trois représentants de l'Afrique du Sud ont été invités en qualité d'observateurs.



## RETOUR SUR L'ATELIER SOUS-RÉGIONAL

### sur la ratification et l'application des conventions de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation

Cette activité sous-régionale cherchait à satisfaire une demande formulée lors de la septième conférence régionale du Projet GI WACAF, en 2017. Les États dans la région avaient spécifiquement demandé de l'aide concernant la transposition des conventions de l'OMI dans leur droit national. Il s'agit d'une étape essentielle afin de s'assurer que les conventions sont pleinement appliquées et respectées.

Cet atelier était une première pour le GI WACAF, étant donné qu'il était organisé avec le soutien de la Division du milieu marin et du Bureau des affaires juridiques de l'OMI, ainsi que des FIPOL. Il s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), du 18 au 22 mars 2019, et il a réuni des représentants de six pays francophones : le Bénin, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la République démocratique du Congo et le Sénégal.

Le trafic maritime mondial et local dans ces pays, ainsi que le nombre de projet de prospection d'hydrocarbures au large dans la région, augmentent rapidement. Ces faits nouveaux soulignent à quel point il est important de pleinement mettre en place les dispositions des conventions de l'OMI dont il a été question au cours de l'atelier et auxquelles les États sont parties, afin de protéger correctement leur milieu marin et leurs littoraux.

Les conventions dont il était question lors de l'atelier étaient les suivantes:

- Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures;
- Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;
- Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;

- Convention de 2001 sur les hydrocarbures de soute;
- Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, modifiée par le Protocole de 1996.

L'atelier a rassemblé, pour la première fois, des administrateurs spécialistes du droit provenant des États invités, en sus des administrateurs techniques habituellement conviés. La présence d'administrateurs spécialistes des aspects légaux a permis d'enrichir les discussions en apportant une perspective complémentaire.

La formation de juristes et rédacteurs de textes législatifs, qui semble être le chaînon manquant de l'actuel système de coopération, est primordiale pour permettre à ces acteurs d'améliorer leur connaissance des instruments de l'OMI et des processus d'élaboration et d'amendement de ces instruments, ainsi que des méthodes permettant de les transposer efficacement dans la législation nationale.

Conformément à son objectif, cet atelier a débouché sur une série de conclusions et de recommandations, ainsi que sur une stratégie qui expose les mesures prioritaires qu'il faudrait prendre aux niveaux national, régional et international afin de répondre aux besoins dans les domaines considérés comme prioritaires.



*Le rapport complet, y compris le Plan d'action qui y est joint, est disponible sur le [site internet du GI WACAF](#).*

## RÉUNIONS ET CONFÉRENCES EXTÉRIEURES

### MARS, ETATS-UNIS

#### Groupe de travail de l'IPIECA sur les déversements d'hydrocarbures

La réunion du Groupe de travail sur les déversements d'hydrocarbures organisée à Washington a été l'occasion d'échanger sur les différents programmes GI ('Initiative mondiale'). Le Chef de Projet du Projet GI WACAF a présenté les résultats de la Conférence régionale et fait une mise au point sur les travaux réalisés au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Les participants ont également discuté des conférences et ateliers internationaux sur l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures organisés en 2019.



## COOPÉRATION AVEC LES ACTEURS INTERNATIONAUX

### MARS, SÉNÉGAL

#### Comité consultatif de GoGIN

Le GI WACAF a assisté à la deuxième réunion du Comité consultatif du GoGIN, qui s'est tenue à Dakar (Sénégal), les 9 et 10 avril 2019. Le projet GoGIN ([Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée](#)) vise à promouvoir la coopération inter-régionale du Sénégal à l'Angola concernant des questions de sécurité et de sûreté maritimes. Cet événement en particulier a rassemblé tous les représentants des pays, centres maritimes et organisations régionales partenaires du projet GoGIN ainsi que ses partenaires maritimes internationaux. Ces deux journées étaient

consacrées à l'exposé des progrès réalisés à ce jour par le projet et à des discussions concernant ce qui était prévu dans les mois à venir. C'était aussi l'occasion de présenter officiellement à toutes les parties prenantes les nouvelles orientations du projet GoGIN. Conformément à ces nouvelles orientations, les projets GI WACAF et GoGIN cherchent à coopérer sur les questions relatives aux déversements d'hydrocarbures dans la région. Une première activité organisée conjointement s'est tenue au Bénin en juin (voir ci-après).



### JUIN, BÉNIN

#### Première activité conjointe des projets GI WACAF et GoGIN

Le Projet GI WACAF a organisé au Bénin un cours de formation de trois jours qui s'est tenu avant une formation opérationnelle sur le terrain concernant l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures organisée par le projet GoGIN (Réseau inter-régional pour le golfe de Guinée). Cette formation était l'aboutissement de la première collaboration entre les projets GI WACAF et GoGIN. Elle avait pour objectif de préparer un exercice de simulation relatif à la gestion d'un incident concernant le rejet illicite d'hydrocarbures en mer et ses éventuelles conséquences.

La formation technique s'est déroulée du 25 au 27 juin 2019 à Cotonou. Elle couvrait divers aspects utiles aux participants dans la cadre de l'opération antipollution de la semaine suivante (planification d'urgence, reconnaissance et caractérisation des déversements hydrocarbures en mer et régime international de responsabilité et d'indemnisation en cas de déversement d'hydrocarbures). Des recommandations ont été formulées concernant la manière d'améliorer le PNIU actuellement en cours d'élaboration au Bénin et la manière d'y introduire les différents sujets examinés au cours de la formation. Quatre représentants du Togo ont participé à l'atelier du Projet GI WACAF, tandis que quatre représentants du Bénin ont participé à un atelier concernant la pêche illicite, organisé au Togo par le projet GoGIN.

La collaboration avec le projet GoGIN s'est révélée fructueuse pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, les projets GoGIN et GI WACAF ont des domaines d'expertise complémentaires. Alors que le GI WACAF se concentre sur les aspects techniques et institutionnels de l'intervention et de la planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, le domaine central de GoGIN est la gestion de crise. C'est ce qui a permis de développer deux facettes différentes de l'activité. Les enseignements tirés de la formation technique ont pu être mis immédiatement en pratique au cours de l'exercice.

En outre, le projet GoGIN travaille avec un réseau différent de points focaux en Afrique et, au cours de la formation, tous les organes administratifs du Bénin impliqués dans l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures en mer se sont réunis et ont discuté de leurs responsabilités respectives. Collaborer a donc permis d'éviter de dupliquer les efforts et de transmettre des messages cohérents. Cette formation était aussi l'occasion pour le Projet GI WACAF de se faire connaître auprès d'autres acteurs régionaux clés, tels que l'architecture de Yaoundé, qui cherche à sécuriser le golfe de Guinée avec l'appui de GoGIN.

## ACTIVITÉS À VENIR EN 2019

Septembre		Nigéria	Atelier national sur le régime international de responsabilité civile et d'indemnisation
Octobre		Afrique du Sud	8 <sup>ème</sup> Conférence régionale du GI WACAF
Novembre		Afrique du Sud	Formation sur le système de gestion d'incident (IMS 300) et 3 <sup>ème</sup> exercice conjoint entre le gouvernement et l'industrie
Novembre		Togo	Atelier national sur le régime international de responsabilité civile et d'indemnisation
Novembre - Décembre		Gabon	Atelier national sur la mise en œuvre des Conventions OPRC et MARPOL

## COMMUNICATION

### Le rapport annuel 2018

Début 2019, le GI WACAF a publié le rapport annuel 2018. Il comprend des détails sur les activités dans la région ainsi que sur les engagements externes organisés au cours de l'année 2018. Le document est disponible sur le site en [anglais](#) et en [français](#).



### Site internet

Le Secrétariat a continué de mettre à jour et d'améliorer le [site internet du projet](#).

### Nouvelle brochure

En 2019 l'équipe du GI WACAF a élaboré une nouvelle brochure mise à jour. Elle est disponible en [anglais](#) sur le site internet du projet.



CETTE PAGE A ÉTÉ INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE VIERGE



Le projet GI WACAF est  
une coopération OMI / IPIECA